

Pour les travailleurs migrants, « quitter le pays n'est pas une

La réputation du Qatar le précède. Des centaines de milliers de travailleurs migrants vivent dans l'émirat, parfois dans des conditions désastreuses, parfois victimes d'abus. Alors pourquoi continuent-ils à affluer dans la péninsule ? Et pourquoi restent-ils ?

REPORTAGE

PAULINE HOFMANN
ENVOYÉE SPÉCIALE AU QATAR

Antonio* doit déménager tous les trois mois. Pour sa sécurité. « Dix à vingt personnes viennent ici me demander de l'aide. Tous les jours. Certaines sont sans papiers. Ça peut me créer des problèmes. » Dans cet appartement partagé avec quatre autres personnes, ses colocataires ne supportent pas toujours le va-et-vient des ouvriers pauvres, en déshérence après des déboires avec leur employeur. Dans une pièce remplie à ras bord (chambre, salle à manger et salon à la fois), un chat se balade dans les recoins. Rien, de l'aménagement de la pièce au regard d'Antonio, ne traduit l'instabilité de sa situation. En ce moment, cet ouvrier de la construction paie 800 dollars tous les mois, avec son épouse, pour vivre dans un appartement sans charme du quartier de Najma, dans le sud de Doha.

En cette soirée d'août, la rue commerçante fourmille. Le reste de Doha, les quartiers aux gratte-ciel et hôtels de luxe, est vidé de ses expatriés et Qataris, qui fuient la touffeur estivale de la ville. Les travailleurs pauvres, eux, sont restés travailler dans un pays qui cavalaît pour livrer la « plus belle » Coupe du monde de foot. Celle qui doit faire oublier les scandales.

Depuis près de dix ans, les rapports et les enquêtes s'enchaînent pour dénoncer les conditions de travail de cette main-d'œuvre pauvre, qui forme l'immense majorité des habitants de l'émirat. On estime qu'environ 90 % des habitants sont étrangers. Human Rights Watch, mais surtout Amnesty international, ont rapporté des situations dégradantes, que les opposants les plus virulents de l'émirat apparentent à de l'esclavage moderne. Les ONG ont dénoncé les salaires non payés (sans possibilité de recours), les confiscations de passeport, les interdictions de quitter le pays... A la veille du coup d'envoi du Mondial, les autorités qataries l'assurent : des réformes ont été

Rapports et enquêtes s'enchaînent pour dénoncer les conditions de travail de la main-d'œuvre étrangère pauvre, qui forme l'immense majorité des habitants de l'émirat. © AFP

menées depuis 2018 pour améliorer les conditions de travail. Mais leur application, de l'aveu de l'Organisation internationale du travail, une branche de l'ONU, reste décousue.

Mais alors, qu'en pensent les premiers concernés ? Pourquoi des centaines de milliers de travailleurs migrants ont-ils parcouru des milliers de kilomètres, depuis l'Asie du Sud et du Sud-Est ou l'Afrique centrale, jusqu'au Qatar,

malgré la réputation de l'émirat ? Et, surtout, pourquoi les victimes d'abus y restent-elles malgré les conditions de travail parfois désastreuses, les abus des patrons, les logements qui ressemblent davantage à des clapiers insalubres qu'à des chambres et les difficultés à appeler les autorités à l'aide ?

Des travailleurs « freelance »

« J'aimerais fonder une famille », ra-

conte Antonio. Mais sa situation est trop instable. Juste avant le covid, il a contracté un prêt de 100.000 rials (27.500 euros) pour lancer son business. Son associé l'a lâché. Et il se retrouve à rembourser tout seul. Alors, en attendant, il bosse à nouveau sur les chantiers. Malgré sa déconvenue, Antonio se réjouit : ouvrir sa propre entreprise était inimaginable il y a quelques années.

Au Qatar, comme partout dans le monde, la pandémie a fragilisé les travailleurs les plus précaires. Ali, lui, a perdu son job dans l'industrie gazière. Adieu les 19.000 rials (5.200 euros) mensuels. Aujourd'hui, ce chauffeur de taxi gagne 6.000 rials (1.600 euros), dans les bons mois. Depuis bientôt vingt ans, il vit au Qatar avec sa femme, rencontrée ici, et ses trois enfants.

Dix à vingt personnes viennent ici me demander de l'aide. Tous les jours. Certaines sont sans papiers. Ça peut me créer des problèmes

Antonio

qu'on ne revienne pas vers l'ancien système une fois le championnat fini !

»



Qu'on ne revienne pas vers l'ancien système une fois le championnat fini !

»



FGTB « Nos premières visites étaient clandestines »

ENTRETIEN

P. HN

Les syndicats belges ont joué un rôle moteur dans la dénonciation des conditions de travail des ouvriers pauvres au Qatar. La FGTB et la CSC ont rencontré à de multiples reprises des travailleurs migrants en se rendant dans l'émirat. Gianni de Vlamincq (FGTB) faisait partie de ces syndicalistes internationaux à faire des allers-retours dans le Golfe.

Comment avez-vous fini par obtenir l'autorisation des autorités qataries de venir faire des visites de chantier ?

Au début, ce n'était pas officiel. En 2014-2015, nos premières visites avec l'Internationale du bois et de la construction, ainsi que quelques syndi-

cats nationaux, étaient clandestines. Elles se déroulaient la nuit, car les gens travaillaient durant le jour. Les autorités n'étaient pas au courant. Evidemment, elles n'ont pas apprécié, mais c'était notre rôle de faire ça !

Par après, nous avons eu l'autorisation du *Supreme committee* (instance organisatrice du Mondial au Qatar, NDLR) afin d'avoir des contacts plus officiels, notamment avec des représentants communautaires (des travailleurs ayant un rôle de relais entre leur communauté, leur secteur, et les autorités, NDLR).

Jusqu'à aujourd'hui, les syndicats sont interdits, il n'y a aucun droit d'organisation salariale. Nous avons mis la pression sur la Fifa pour qu'ils essaient de régler cela.

Selon moi, cela reste une erreur de

donner l'occasion à un pays comme le Qatar d'organiser cette compétition. On savait ce qui s'y passait.

Comment jugez-vous la situation actuelle des travailleurs de la construction ?

Cela reste problématique, même si on peut et on doit dire que ça s'est amélioré. Mais ça reste des gens en difficulté, d'abord parce qu'ils quittent leur pays, voyagent des milliers de kilomètres pour venir travailler. Auparavant, le travailleur était presque la propriété du patron. Un salaire minimum a été instauré, qui n'existe pas dans tous les pays du Golfe... Mais une demande des travailleurs, c'est qu'on ne revienne pas vers l'ancien système une fois le championnat fini. Dans la société qatarie, il y a des conservateurs et